

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2024/004491]

**4 AVRIL 2024. — Décret relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignement fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans ce décret, l'emploi des noms masculins pour les titres et fonctions est épicène, en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 14 octobre 2021 relatif au renforcement de la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre et aux bonnes pratiques non discriminatoires quant au genre dans le cadre des communications officielles ou formelles.

**TITRE 1<sup>er</sup>. — AIDES COMPLÉMENTAIRES DANS LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT  
BÉNÉFICIAIRE DES SUBVENTIONS RÉGIONALES**

**Art. 2.** Le présent décret s'applique sans préjudice des dispositions régionales attribuant des subventions d'aides à l'emploi.

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Répartition des subventions régionales**

**Art. 3.** La Communauté française perçoit des subventions régionales à destination des employeurs bénéficiaires relevant du secteur de l'enseignement, visant à couvrir, en tout ou en partie, les rémunérations et cotisations sociales relatives à l'occupation des membres du personnel répondant aux conditions des subventions régionales.

Ces subventions ont pour objectif de soutenir les politiques mises en œuvre dans le secteur de l'enseignement par la Communauté française via l'octroi d'aides à l'emploi.

**Art. 4.** Le Gouvernement répartit le montant des subventions régionales entre les secteurs de l'enseignement.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Tous les deux ans, le Gouvernement procède à une évaluation budgétaire permettant de déterminer l'évolution de l'écart entre les recettes et les dépenses.

§ 2. Sur la base des résultats de l'évaluation budgétaire, le Gouvernement peut prendre les mesures utiles visant à compenser l'éventuel différentiel dans le cadre de la mise en œuvre du présent dispositif.

**Art. 6.** Sauf lorsque le régime de financement ne le permet pas, le Gouvernement octroie les subventions régionales aux employeurs bénéficiaires par le paiement des subventions-traitement ou traitement des membres du personnel.

**Art. 7.** Les employeurs bénéficiaires demeurent tenus de l'ensemble des droits et obligations qui leur incombent en qualité d'employeur à l'égard de leur membre du personnel.

**Art. 8.** Pour les membres du personnel occupant les postes financés en application du présent décret, toute absence pour maladie se prolongeant au-delà de trente jours donne lieu à un remplacement.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut fixer une quote-part, du coût total de l'emploi subventionné, demeurant à la charge de l'employeur bénéficiaire.

§ 2. Le taux applicable et le nombre de postes concernés sont fixés au plus tard l'année scolaire qui précède la période d'attribution.

§ 3. La quote-part ne peut excéder 30 % du coût total de l'emploi.

§ 4. Le montant de la quote-part éventuelle est prélevé annuellement sur le montant de la dotation ou de la subvention-fonctionnement auquel l'employeur bénéficiaire a droit.

**Art. 10.** Les postes financés par les subventions régionales sont occupés par un membre du personnel répondant aux conditions fixées par les Régions pour l'octroi des subventions régionales.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe le nombre global de postes attribués aux employeurs bénéficiaires relevant du secteur de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé et de l'enseignement de promotion sociale, organisé et subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement peut modifier le nombre de postes au regard des résultats de l'évaluation budgétaire visée à l'article 5 du présent décret.

§ 2. Le Ministre de l'Éducation répartit les postes attribués aux employeurs bénéficiaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire conformément au chapitre 2 du titre 1<sup>er</sup> du présent décret.

§ 3. Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale répartit les postes attribués aux employeurs bénéficiaires relevant de l'enseignement de promotion sociale conformément au chapitre 3 du titre 1<sup>er</sup> du présent décret.

## CHAPITRE 2. — Répartition des postes entre les employeurs bénéficiaires de l'enseignement fondamental et secondaire

**Art. 12.** Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° commission :

a) dans l'enseignement organisé par la Communauté française : la commission interzonale d'affectation visée à l'article 14ter de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ;

b) dans l'enseignement subventionné par la Communauté française : la commission centrale de gestion des emplois visée aux articles 5, 7, 9 et 11 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

2° niveau : maternel, primaire et secondaire ;

3° type d'enseignement : ordinaire et spécialisé ;

4° réseau : le réseau d'enseignement officiel subventionné, le réseau d'enseignement libre subventionné confessionnel, le réseau d'enseignement libre subventionné non-confessionnel et le réseau d'enseignement organisé par la Communauté française ;

5° zones : les zones définies à l'article 1.3.1-1, 63°, du Code de l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire ;

6° postes résiduels : les postes visés par l'article 11, § 2, du présent décret qui n'ont pas été attribués par le présent décret ou par les exigences régionales.

Section 1<sup>re</sup>. — Répartition des postes

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Parmi les postes visés à l'article 11, § 2 du présent décret, le Ministre de l'Education affecte :

1° un minimum de 984 postes aux puériculteurs non statutaires ;

2° entre 150 et 250 postes à des fonctions liées au soutien aux directions ;

3° 13 postes et demi au statut d'aide à la promotion de l'emploi pour renforcer l'encadrement des écoles situées en Région wallonne et liées par les contraintes spécifiques prévues dans la loi du 30 juillet 1963 relative au régime linguistique dans l'enseignement.

§ 2. Au sein des postes résiduels, le Ministre peut augmenter le nombre de postes au bénéfice des postes visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, jusqu'à l'obtention d'un puériculteur au moins par implantation, à hauteur du pourcentage de couverture souhaité dans l'encadrement maternel.

§ 3. Indépendamment des postes visés à l'article 11, § 2, sous réserve de l'approbation du Gouvernement, le Ministre peut attribuer annuellement un maximum de 50 postes pour des situations de force majeure, des situations exceptionnelles ou des situations non couvertes par les données à disposition.

**Art. 14.** Les postes sont répartis entre :

1° les fonctions de puériculteur au sens du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française et du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française ;

2° et toutes les autres fonctions au sein des établissements d'enseignement fondamental et secondaire.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les postes sont répartis, pour chaque Région, sur base de la population scolaire au premier comptage de l'année scolaire d'attribution par niveau, type d'enseignement, réseau et zone.

Chaque réseau dispose d'un poste au moins.

§ 2. Le Ministre peut augmenter le nombre de postes résiduels en faveur d'un niveau d'enseignement.

§ 3. Sur proposition motivée des fédérations de pouvoirs organisateurs ou de Wallonie-Bruxelles Enseignement au regard de l'offre pédagogique et de la spécificité de leur population scolaire, le Ministre peut accorder une surpondération de 300% à 600% de la population scolaire au sein d'un réseau, en faveur d'un type d'enseignement.

## Section 2. — Demandes et classement

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Pour obtenir des postes, les employeurs bénéficiaires ou leur délégué introduisent leur demande auprès des services du Gouvernement, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de l'année scolaire précédant celle pour laquelle l'octroi est demandé.

Le Gouvernement peut modifier la date d'introduction des demandes.

§ 2. S'agissant des établissements scolaires, les demandes sont formulées pour une implantation déterminée.

Par dérogation à l'alinéa premier, pour les fonctions autres que puériculteur une demande peut exceptionnellement être introduite pour un poste relevant de plusieurs implantations ou de plusieurs pouvoirs organisateurs répondant à des principes de mutualisation. Le cas échéant, cette demande est spécialement motivée au regard des besoins des élèves et de l'établissement dans le respect des droits et des intérêts du membre du personnel.

§ 3. Si les critères visés à l'article 17 du présent décret ne permettent pas de faire valoir des éléments structurels spécifiquement liés à l'implantation et susceptibles de justifier le besoin d'une aide complémentaire, ceux-ci peuvent faire l'objet d'un descriptif annexé à la demande.

§ 4. Le Ministre peut compléter le contenu de la demande.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes sont classées, par Région, sur la base de la population scolaire au premier comptage de l'année scolaire, par niveau et par type d'enseignement, par réseau et par zone.

Le classement s'opère en appliquant les critères suivants par ordre de priorité :

1° la présence d'une classe unique ;

2° le ratio élevé du taux d'encadrement dans le niveau concerné ;

3° l'indice socioéconomique ;

- 4° les besoins spécifiques des élèves ;
- 5° la population scolaire ;
- 6° les facteurs liés à l'environnement de l'élève.

§ 2. Le Gouvernement peut arrêter des indicateurs qui permettent de répondre aux critères objectifs énumérés, leur éventuelle pondération et ainsi déterminer un indice composite.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Chaque commission examine le classement des demandes.

§ 2. Chaque commission peut s'écarter des classements résultant de l'application de l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, à la condition que l'écart n'y porte qu'une atteinte marginale ou que l'écart entre les indices composites soit marginal.

La commission justifie l'arbitrage éventuel sur la base des éléments des dossiers de demande soit :

- des éléments structurels spécifiquement liés à l'implantation, susceptibles de justifier le besoin d'une aide complémentaire ;
- des besoins des élèves et de l'établissement dans le respect des droits et des intérêts du membre du personnel, lorsque les demandes relevant de l'article 16, § 2, alinéa 2, concernent un poste nécessitant une quote-part de l'employeur bénéficiaire ;
- du nombre excessif de demandes émanant d'une même implantation.

§ 3. Le Gouvernement peut limiter les demandes soumises à l'appréciation d'une Commission ou de chaque commission au regard du nombre de demandes.

§ 4. Si le classement permet de rencontrer toutes les demandes d'un réseau au sein d'une zone, par région, le solde des postes disponibles peut être attribué à une autre zone pour le même réseau.

§ 5. Au plus tard le dernier jour ouvrable scolaire du mois d'avril de l'année scolaire précédant la première année scolaire pour laquelle la demande est formulée, chaque commission communique un classement au Ministre.

### Section 3. — Attribution

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre attribue les postes pour deux ans et en informe les employeurs bénéficiaires ou leur délégué au plus tard le dernier jour de l'année scolaire précédant l'année scolaire pour laquelle la demande est formulée.

§ 2. Lorsqu'un employeur bénéficiaire ou le cas échéant son délégué, renonce au poste attribué ou ne procède pas à l'engagement après trois mois sans en avoir communiqué les motifs, le poste est automatiquement attribué à l'implantation la mieux classée suivante jusqu'à la fin de la période d'attribution.

§ 3. En raison de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, le Ministre peut autoriser un employeur bénéficiaire à réduire la charge horaire du membre du personnel bénéficiant du poste octroyé.

Sous peine d'irrecevabilité, les demandes visées à l'alinéa premier sont introduites pour le 15 octobre de l'année scolaire en cours ou, dans le cas d'une attribution tardive ou d'une réattribution, au plus tard trente jours ouvrables après la décision d'octroi par le Ministre.

### CHAPITRE 3. — Répartition des postes entre les employeurs bénéficiaires de l'enseignement de promotion sociale

**Art. 20.** Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° discrimination positive : distinction opérée entre établissements ou implantations d'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française, sur la base de critères sociaux, économiques, culturels et pédagogiques en vue d'accorder à certains d'entre eux des moyens supplémentaires afin de soutenir les actions éducatives qu'ils mettent en œuvre pour assurer à tous les apprenants des chances égales d'insertion professionnelle et sociale conformément à l'article 7, 1°, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

2° établissement : établissement visé à l'article 2 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

3° implantation :

a) le siège de l'établissement ainsi que les établissements fusionnés qui sont situés à plus de 10 kilomètres du siège de l'établissement et qui existaient à la date du 31 août 1986 ;

b) les implantations autorisées par dépêche ministérielle antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1991, à la condition que ces implantations soient à plus de 10 kilomètres du siège de l'établissement et que des cours de promotion sociale y aient été organisés chaque année depuis l'autorisation d'ouverture ;

c) les sièges et implantations des établissements fusionnés après le 1<sup>er</sup> septembre 1997, à condition que, dans ces établissements ou implantations, des cours de promotion sociale soient organisés chaque année à partir de la fusion ;

d) les implantations ayant fait l'objet d'une restructuration autorisée par le Gouvernement en application de l'article 96ter du décret du 16 avril 1991 précité à condition que, dans ces implantations des cours de promotion sociale aient été organisés chaque année depuis la restructuration et uniquement pour les formations préexistantes à la restructuration et celles qui résultent de l'application de l'article 24, § 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

e) les implantations résultant de la fusion d'un établissement en application de l'article 101, alinéa 2 du décret du 16 avril 1991 précité ;

4° périodes-élèves : les périodes-élèves visées à l'article 106 du décret du 16 avril 1991 précité ;

5° réseau : le réseau d'enseignement officiel subventionné, le réseau d'enseignement libre subventionné confessionnel et le réseau d'enseignement libre subventionné non-confessionnel et le réseau organisé par la Communauté française ;

6° unité d'enseignement : une unité d'enseignement constituée d'un cours ou d'un ensemble de cours qui sont regroupés parce qu'ils poursuivent des objectifs communs et constituent un ensemble pédagogique cohérent d'acquis d'apprentissage susceptible d'être évalué et validé.

7° Conseil Général : le conseil général de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 3, chapitre 1<sup>er</sup>, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Les services du Gouvernement communiquent au Conseil Général de l'Enseignement de promotion sociale, au plus tard le 30 mars, le nombre de postes visés à l'article 11, § 1<sup>er</sup> du présent décret, la répartition par réseau du nombre de périodes-élèves de l'avant-dernière année des établissements, la liste des établissements bénéficiaires de discrimination positive ainsi que la liste des établissements dispensant des unités d'enseignement en alphabétisation ou français langue étrangère.

§ 2. Pour les postes visés à l'article 11, § 1<sup>er</sup> du présent décret, le Conseil Général établit la répartition des postes par établissement en tenant compte :

1° du nombre de périodes-élèves de l'avant-dernière année de chaque réseau ;

2° d'un minimum de quinze postes est réservé aux établissements ou implantations situés en Région wallonne bénéficiaires de discriminations positives visées au chapitre II, article 54, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives ;

3° d'un minimum de dix postes est réservé aux établissements ou implantations qui dispensent des unités d'enseignement en alphabétisation ou français langue étrangère en Région Wallonne.

**Art. 22.** Au plus tard le 30 avril de l'année académique précédant celle pour laquelle l'octroi est demandé, le Conseil Général transmet au Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, la répartition des postes.

**Art. 23.** Le Ministre attribue les postes chaque année et en informe les employeurs bénéficiaires au plus tard le premier vendredi de juillet précédant l'année académique pour laquelle la demande est formulée.

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions transitoires*

**Art. 24.** Moyennant une convention entre la Communauté Française et les services d'accrochage scolaire de renonciation aux décisions individuelles d'octroi d'une subvention régionale directe de l'ensemble des services d'accrochage scolaire (SAS) au sens de l'article 1.3.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et secondaire et l'augmentation des subventions régionales accordées au secteur de l'enseignement du montant des subventions régionales directes auxquelles ces bénéficiaires renoncent, les SAS sont intégrés aux employeurs bénéficiaires des subventions régionales visés à l'article 3 du présent décret.

**Art. 25.** A partir du premier jour de l'année scolaire 2026-2027, les bénéficiaires de décisions individuelles dites « convention – PRIME » d'octroi de subventions sont intégrés aux employeurs bénéficiaires des subventions régionales visés à l'article 11, § 2, du présent décret.

**Art. 26.** A partir du premier jour de l'année scolaire 2026-2027, les pouvoirs organisateurs bénéficiaires de décisions individuelles dans le cadre de l'appel à projets APE, lancé en mai 2014 « aides aux directions fondamentales » sur la base du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et les postes qui en découlent sont intégrés aux employeurs bénéficiaires des subventions régionales visés au chapitre 2, du titre 1<sup>er</sup> du présent décret.

Jusqu'au dernier jour de l'année scolaire 2025-2026, par dérogation à l'article 5 du présent décret, la subvention régionale est attribuée aux employeurs bénéficiaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> par la Communauté française sous la forme de subvention ministérielle trimestrielle.

**Art. 27.** Jusqu'à l'entrée en vigueur des articles 12, 1°, 13, § 1, 2°, 28 à 43, 45 à 46, 52, 56, 62, 75 et 76 du présent décret, les commissions zonales visées par les articles 6 et 10 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et les commissions zonales d'affectation visées à l'article 14<sup>quater</sup> de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements sont compétentes pour l'attribution des postes en application au chapitre 2, du titre 1<sup>er</sup> du présent décret.

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions modificatives des commissions et du coefficient réducteur d'ancienneté*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modifications du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

**Art. 28.** A l'article 5, alinéa 2 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le point 3 est remplacé par ce qui suit :

« 3. pour les missions visées au chapitre 2 du Titre I<sup>er</sup> du décret du XX relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignements fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs. ».

L'article 5, alinéa 2 du même décret est complété par un point 5 rédigé comme suit :

« 5. pour les missions visées par le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française. ».

**Art. 29.** A l'article 6, alinéa 2 du même décret, les points 4, 5 et 7 sont abrogés.

**Art. 30.** A l'article 7, alinéa 2 du même décret, le point 2 est complété par un c) rédigé comme suit :

« c) pour les missions visées au chapitre 2 du Titre I<sup>er</sup> du décret du XX relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignements fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs. ».

**Art. 31.** A l'article 8, alinéa 3, point 2 du même décret, le c) est abrogé.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 9, alinéa 2 du même décret, le point 3 est remplacé par ce qui suit :

« 3. pour les missions visées au chapitre 2 du Titre I<sup>er</sup> du décret du XX relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignements fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs. ».

§ 2. L'article 9, alinéa 2 du même décret est complété par un point 5 rédigé comme suit :

« 5. pour les missions visées par le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française. ».

**Art. 33.** A l'article 10, alinéa 4 du même décret, les points 4, 5 et 7 sont abrogés.

**Art. 34.** A l'article 11, alinéa 2 du même décret, le point 2 est complété par un c) rédigé comme suit :

« c) pour les missions visées au chapitre 2 du Titre 1<sup>er</sup> du décret du XX relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignements fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs. ».

**Art. 35.** A l'article 12, alinéa 4, point 2 du même décret, le c) est abrogé.

**Art. 36.** A l'article 13 du même décret, il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup> bis rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup> bis. Dans le cadre des missions visées à l'article 5, alinéa 2, points 3, 4 et 5, à l'article 7, alinéa 2, point 2, c), à l'article 9, alinéa 2, points 3, 4 et 5, et à l'article 11, alinéa 2, point 2, c), les Commissions centrales de gestion des emplois sont composées :

1° d'un président et d'un président suppléant désignés par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement de rang 10 au moins ;

2° d'un nombre égal de représentants des Fédérations de Pouvoirs organisateurs et de représentants des organisations syndicales représentatives.

A la demande, préalable à la séance, du président de la commission ou des deux tiers des membres des représentants des Fédérations de Pouvoirs organisateurs ou de représentants des organisations syndicales représentatives soumise à l'approbation du Président, un membre des services du Gouvernement disposant d'une expertise pédagogique ou d'une connaissance du contexte scolaire local peut être présent sans voix délibérative. ».

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 14, § 1<sup>er</sup> du même décret, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Dans le cadre des missions visées à l'article 5, alinéa 2, points 3, 4 et 5, la Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé visée à l'article 5 se compose, outre de son président et de son président suppléant, de 8 membres effectifs représentant les Fédérations de Pouvoirs organisateurs et 8 membres effectifs représentants des organisations syndicales représentatives. ».

§ 2. A l'article 14 du même décret, le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans le cadre des missions visées à l'article 7, alinéa 2, point 2, c), la Commission centrale de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale officiels subventionnés visée à l'article 7 se compose, outre de son président et de son président suppléant, de 10 membres effectifs représentant les Fédérations de Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et 10 membres effectifs représentants des organisations syndicales représentatives ».

§ 3. A l'article 14, § 2 du même décret, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Dans le cadre des missions visées à l'article 9, alinéa 2, points 3, 4 et 5, chacune des deux chambres se compose, outre du président de la commission centrale et de son président suppléant, de 8 membres effectifs représentant les Fédérations de Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et 8 membres effectifs représentants des organisations syndicales représentatives ».

§ 4. A l'article 14 du même décret, le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans le cadre des missions visées à l'article 11, alinéa 2, point 2, c), chacune des deux chambres se compose, outre du président de la commission centrale et de son président suppléant, de 10 membres effectifs représentant les Fédérations de Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et 10 membres effectifs représentants des organisations syndicales représentatives ».

§ 5. A l'article 14, § 4 du même décret, les mots « ou d'experts locaux » sont insérés entre les mots « de techniciens » et « ,sans voix ».

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même décret, les mots « ou, le cas échéant, des Fédérations des pouvoirs organisateurs » sont insérés entre les mots « des pouvoirs organisateurs » et « représentés en leur sein. ».

§ 2. A l'article 16, § 4, point a) du même décret, les mots « a) et b), » sont insérés entre les mots « article 7, alinéa 2, point 2 » et « le calendrier des commissions ».

§ 3. A l'article 16, § 4, point b) du même décret, les mots « a) et b), » sont insérés entre les mots « article 11, alinéa 2, point 2 » et « le calendrier des commissions ».

**Art. 39.** A l'article 17 du même décret, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots « ou, le cas échéant, des Fédérations des pouvoirs organisateurs ».

**Art. 40.** A l'article 18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même décret, les mots « le cas échéant Fédérations des pouvoirs organisateurs, » sont insérés entre les mots « - pouvoirs organisateurs, » et « organisations syndicales - ».

**Art. 41.** L'article 19 du même décret, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Dans le cadre des missions visées à l'article 5, alinéa 2, points 3, 4 et 5, à l'article 7, alinéa 2, point 2, c), à l'article 9, alinéa 2, points 3, 4 et 5, et à l'article 11, alinéa 2, point 2, c), les membres de chaque commission reçoivent les documents nécessaires à la prise de décision 8 jours ouvrables avant les réunions. ».

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « a) et b), » sont insérés entre les mots « 7, alinéa 2, point 2, » et « 8, alinéa 3, point 2, ».

§ 2. A l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « a) et b), » sont insérés entre les mots « 11, alinéa 2, point 2, » et « et 12, alinéa 3, point 2 ».

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 26, § 2 du même décret, les mots « a) et b), » sont insérés entre les mots « 7, alinéa 2, point 2, » et « 9, alinéa 2, point 2, ».

§ 2. A l'article 26, § 2 du même décret, les mots « a) et b), » sont insérés entre les mots « 11, alinéa 2, point 2, » et « terminées au sein des commissions ».

*Section 2.* — Modifications de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

**Art. 44.** A l'article 1<sup>er</sup> bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand » sont remplacés par les mots « des articles 16 à 20 du décret de la Région wallonne du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaire ».

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 14<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même arrêté royal, le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 7<sup>o</sup> pour les missions visées par le chapitre 2 du Titre I<sup>er</sup> du décret du XX relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignements fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs. ».

§ 2. L'article 14<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même arrêté royal est complété par un 10<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 10<sup>o</sup> pour les missions visées par le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française ».

§ 3. A l'article 14<sup>ter</sup> du même arrêté royal, le § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. La commission interzonale est composée :

1<sup>o</sup> d'un Président ;

2<sup>o</sup> de quatre membres représentant le pouvoir organisateur ;

3<sup>o</sup> de quatre membres désignés par les organisations syndicales représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant.

A la demande, préalable à la séance, du président de la commission ou des deux tiers des membres visés au 2<sup>o</sup> ou des deux tiers des membres visés au 3<sup>o</sup> soumise à l'approbation du président, d'un membre des services du Gouvernement disposant d'une expertise pédagogique et/ou d'une connaissance du contexte scolaire local, sans voix délibérative, pour les missions visées au § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>, du présent article.

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa premier, 2<sup>o</sup>, le pouvoir organisateur désigne quatre membres suppléants.

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa premier, 3<sup>o</sup>, les organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX désignent quatre membres suppléants.

Le pouvoir organisateur désigne les membres de la Commission interzonale pour une durée de 4 ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le pouvoir organisateur désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

La Commission est assistée d'un secrétaire désigné par le pouvoir organisateur. ».

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 14<sup>quater</sup>, § 1<sup>quater</sup> du même arrêté royal, les mots « , ainsi que pour les missions visées par le décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de Secteur IX et du Comité des Services Publics provinciaux et locaux - Section II » sont abrogés.

§ 2. A l'article 14<sup>quater</sup> du même arrêté royal, le § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. La commission zonale est composée :

1<sup>o</sup> d'un Président ;

2<sup>o</sup> de quatre membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française affectés à titre définitif dans l'enseignement de plein exercice au sein de la zone et désignés par le pouvoir organisateur ;

3<sup>o</sup> de quatre membres désignés par les organisations syndicales représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant.

A la demande, préalable à la séance, du président de la commission ou des deux tiers des membres visés au 2<sup>o</sup> ou des deux tiers des membres visés au 3<sup>o</sup> soumise à l'approbation du président, d'un membre des services du Gouvernement disposant d'une expertise pédagogique et/ou d'une connaissance du contexte scolaire local, sans voix délibérative, pour les missions visées au § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup> du présent article.

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa premier, 2<sup>o</sup>, le pouvoir organisateur désigne quatre membres suppléants.

Outre les quatre membres effectifs visés à l'alinéa premier, 3<sup>o</sup>, les organisations syndicales précitées désignent quatre membres suppléants.

A la majorité des deux tiers, la Commission peut autoriser des membres suppléants à assister aux réunions avec voix consultative.

Le pouvoir organisateur désigne les membres de chaque Commission zonale pour une durée de 4 ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le pouvoir organisateur désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

Pour ce qui concerne les membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, la composition de la commission zonale garantit la représentation des différents niveaux d'enseignement concernés.

La Commission est assistée d'un membre du personnel affecté aux services du pouvoir organisateur en charge des désignations au sein des établissements de l'Enseignement organisé par la Communauté française. ».

**Art. 47.** A l'article 39, au point f) du même arrêté royal, l'alinéa est complété comme suit : « Ce coefficient réducteur de 0,3 n'est appliqué que pour les prestations effectuées antérieurement à l'année scolaire ou académique 2024-2025. ».

*Section 3. — Modifications du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

**Art. 48.** A l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 6° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, les mots « de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand » sont remplacés par les mots « des articles 16 à 20 décret de la Région wallonne du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaire ».

**Art. 49.** L'article 34, § 2, l'alinéa 2 du même décret est complété comme suit : « A partir de l'année scolaire ou académique 2024-2025, ce coefficient réducteur de 0,3 n'est appliqué qu'aux prestations effectuées par les membres du personnel qui occupent une fonction à charge du pouvoir organisateur. ».

*Section 4. — Modifications du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

**Art. 50.** A l'article 3, § 19 du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les mots « de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand » sont remplacés par les mots « des articles 16 à 20 décret de la Région wallonne du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaire ».

**Art. 51.** A l'article 29bis, § 4 du même décret, l'alinéa 2 est complété comme suit : « A partir de l'année scolaire ou académique 2024-2025, ce coefficient réducteur de 0,3 n'est appliqué qu'aux prestations effectuées par les membres du personnel qui occupent une fonction à charge du pouvoir organisateur. ».

**TITRE II. — MODIFICATIONS DIVERSES DE DISPOSITIONS RELATIVES AUX PUERICULTEURS**

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Modifications du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française*

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 1<sup>er</sup>, 2°, premier tiret du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, les mots « les Commissions zonales de gestion des emplois créées par les articles 6 et 10 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou, selon les cas, » sont abrogés.

§ 2. A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, premier tiret du même décret, les mots « 7, 9 et 11 » sont insérés entre les mots « par les articles 5, » et « du décret du 12 mai 2004 ».

**Art. 53.** L'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Le présent décret s'applique aux puériculteurs visés par les conventions prises en application des articles 16 à 20 du décret de la Région wallonne du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics pour la Région de Bruxelles-Capitale et de l'arrêté ministériel du 23 septembre 2020 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 janvier 1998 d'exécution de l'ordonnance du 27 novembre 1997 portant approbation de l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions concernant les programmes de transition professionnelle, à l'exception des puériculteurs de l'enseignement spécialisé. ».

**Art. 54.** Dans le même décret, il est inséré un article 3bis rédigé comme suit :

« Art. 3bis. Les missions de base des puériculteurs sont fixées par le Gouvernement. ».

**Art. 55.** L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le nombre minimum de postes de puériculteurs organiques est de 610, conformément à l'article 5 du décret du 2 juin 2006.

Le nombre minimum de postes de puériculteurs non statutaires soumis au présent décret est de 984. ».

**Art. 56.** A l'article 7 du même décret, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. La Commission interzonale d'affectation, pour l'enseignement organisé par la Communauté française et les commissions centrales de gestion des emplois, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française ont pour mission de proposer au Gouvernement une répartition des postes de puériculteurs conformément au chapitre 2 du Titre I<sup>er</sup> du décret du XX relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignements fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs. ».

**Art. 57.** L'article 20 du même décret est remplacé comme suit :

« Art. 20. § 1<sup>er</sup> Les prestations hebdomadaires du puériculteur correspondent à 32/36èmes d'un temps plein de 36 périodes de 50 minutes soit 1.600 minutes en priorité dédiées aux élèves de moins trois ans et neuf mois ainsi que des élèves à besoins spécifiques dans le cadre de l'enseignement maternel.

Ces périodes comprennent :

1° 1.300 minutes minimum en complémentarité aux membres de l'équipe éducative de l'enseignement maternel durant les 28 périodes de cours ;

2° en dehors des périodes de cours :

- a) 50 périodes par an de travail collaboratif, soit l'équivalent en moyenne de 70 minutes par semaine ;
- b) 120 minutes maximum d'aide aux repas ;
- c) 110 minutes minimum consacrées, de manière équilibrée, au travail en autonomie, à l'accueil, à la concertation avec les parents, à la surveillance et à l'accompagnement des élèves.

§ 2. Les prestations hebdomadaires doivent être au bénéfice de l'élève, en concertation avec l'équipe éducative de l'enseignement maternel ».

**Art. 58.** Dans le même décret, au titre I<sup>er</sup>, le chapitre III, comportant les articles 22 à 27, est abrogé.

**Art. 59.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 28, § 3, b) du même décret, les mots « au 30 juin de l'année scolaire en cours » sont remplacés par les mots « au dernier jour de l'année scolaire en cours ».

§ 2. A l'article 28, § 7, alinéa 2 du même décret, les mots « de l'article 27 du présent décret et/ou de tout autre poste ACS, APE ou PTP obtenu dans le cadre de la procédure visée aux articles 28 à 34 du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II, » sont remplacés par les mots « du chapitre 2 du Titre I<sup>er</sup> du décret du XX relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignements fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs. ».

**Art. 60.** A l'article 29, § 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « des dispositions du chapitre III » sont remplacés par les mots « du chapitre 2 du Titre I<sup>er</sup> du décret du XX relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignements fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs. ».

*CHAPITRE 2. — Modifications du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française*

**Art. 61.** Dans le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, tous les mots « puériculteur ACS/APE » sont remplacés par les mots « puériculteur non statutaire ».

**Art. 62.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, quatrième tiret du même décret, le deuxième tiret, rédigé comme suit « Dans l'enseignement subventionné : la commission zonale de gestion des emplois créée par les articles 6 et 10 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » est abrogé.

§ 2. A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, huitième tiret du même décret, les mots « ou de la Commission zonale de gestion des emplois concernée » sont abrogés.

**Art. 63.** L'article 4 du même décret est abrogé.

**Art. 64.** L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Le nombre minimum de postes de puériculteurs statutaires soumis au présent décret est de 610. ».

**Art. 65.** L'article 5/1 du même décret est abrogé.

**Art. 66.** L'article 7 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Les postes prévus par le Chapitre I<sup>er</sup> du présent titre sont attribués conformément au chapitre 2 du Titre I<sup>er</sup> du décret du XX relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignements fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs. ».

**Art. 67.** L'article 9 du même décret, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Les missions de base des puériculteurs sont fixées par le Gouvernement. ».

**Art. 68.** L'article 32 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Une fois les postes attribués conformément à la procédure visée à l'article 7, et, lorsque l'établissement scolaire auprès duquel le puériculteur est engagé à titre définitif n'obtient plus de poste, le Pouvoir organisateur met en disponibilité le puériculteur engagé à titre définitif ou provisoire qui a l'ancienneté de service la plus réduite parmi les membres du personnel exerçant la même fonction dans l'ensemble des établissements que le pouvoir organisateur organise sur le territoire de la même commune.

Pour l'application du premier alinéa, c'est l'ancienneté de fonction qui est déterminante dans tous les cas où il y a égalité d'ancienneté de service.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de l'ancienneté de fonction entre plusieurs membres du personnel, c'est le membre du personnel le plus jeune qui est mis en disponibilité.

Lorsqu'il a mis plusieurs membres du personnel en disponibilité dans la fonction de puériculteur, le pouvoir organisateur doit réaffecter celui qui a la plus grande ancienneté de service, et en cas d'égalité d'ancienneté de service, celui qui a la plus grande ancienneté de fonction. En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

Cette réaffectation produit ses effets au premier jour de l'année scolaire pour laquelle l'attribution des postes visée à l'article 7 trouve à s'appliquer. ».

**Art. 69.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 33, § 2, alinéa 3, premier tiret du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« - demande contraire de commun accord moyennant approbation de la Commission centrale de gestion des emplois ; ».

§ 2. L'article 33, § 2, du même décret, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les demandes de non-reconduction soumises à l'accord préalable de la Commission centrale de gestion des emplois doivent être introduites auprès d'elle chaque année, sous peine d'irrecevabilité, pour le 31 mai au plus tard. ».



**Art. 70.** Dans le même décret, il est inséré un article 33bis, rédigé comme suit :

« Art. 33bis. § 1<sup>er</sup>. Tout puériculteur mis en disponibilité au sens de l'article 32 doit accepter une réaffectation si l'emploi lui est offert :

- 1° par le pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel en disponibilité ;
- 2° par la Commission centrale de gestion des emplois compétente ».

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le membre du personnel peut décliner une offre d'emploi dans une autre commune à plus de vingt-cinq kilomètres de son domicile et entraînant une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Dans ce cas, le membre du personnel ne pourra plus revendiquer cet emploi.

§ 3. Pour l'application du présent paragraphe, les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme formant une même commune.

§ 4. Toute personne en disponibilité par défaut d'emploi doit notifier son acceptation ou son refus motivé au pouvoir organisateur et à la Commission de gestion des emplois compétente dans un délai de cinq jours calendrier à dater de la notification de sa réaffectation.

En cas de refus jugé sans motif valable par la Commission, elle sera démise de ses fonctions conformément à l'article 58, 7°, du décret du 6 juin 1994 précité, après épuisement du recours éventuel prévu au § 2.

La décision de la Commission précitée est notifiée à la personne intéressée.

L'introduction d'un recours est suspensive de l'obligation pour le membre du personnel de prendre ses fonctions. ».

**Art. 71.** L'article 42 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. Une fois les postes attribués conformément à la procédure visée à l'article 7, et, lorsque l'établissement scolaire auprès duquel le puériculteur est engagé à titre définitif n'obtient plus de poste, le Pouvoir organisateur met en disponibilité le puériculteur engagé à titre définitif ou provisoire qui a l'ancienneté de service la plus réduite parmi les membres du personnel exerçant la même fonction dans l'ensemble des établissements que le pouvoir organisateur organise sur le territoire de la même commune.

Pour l'application du premier alinéa, c'est l'ancienneté de fonction qui est déterminante dans tous les cas où il y a égalité d'ancienneté de service.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de l'ancienneté de fonction entre plusieurs membres du personnel, c'est le membre du personnel le plus jeune qui est mis en disponibilité.

Lorsqu'il a mis plusieurs membres du personnel en disponibilité dans la fonction de puériculteur, le pouvoir organisateur doit réaffecter celui qui a la plus grande ancienneté de service, et en cas d'égalité d'ancienneté de service, celui qui a la plus grande ancienneté de fonction. En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

Cette réaffectation produit ses effets au premier jour de l'année scolaire pour laquelle l'attribution des postes visée à l'article 7 trouve à s'appliquer. ».

**Art. 72.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 43, § 2, alinéa 3, le premier tiret du même décret est remplacé par ce qui suit :

« - demande contraire de commun accord moyennant approbation de la Commission centrale de gestion des emplois ; ».

§ 2. L'article 43, § 2 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les demandes de non-reconduction soumises à l'accord préalable de la Commission centrale de gestion des emplois doivent être introduites auprès d'elle chaque année, sous peine d'irrecevabilité, avant le 31 mai au plus tard. ».

**Art. 73.** Dans le même décret, il est inséré un article 43bis, rédigé comme suit :

« Art. 43bis. § 1<sup>er</sup>. Tout puériculteur mis en disponibilité au sens de l'article 42 doit d'accepter une réaffectation si l'emploi lui est offert :

- 1° par le pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel en disponibilité ;
- 2° par la Commission centrale de gestion des emplois compétente.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le membre du personnel peut décliner une offre d'emploi dans une autre commune à plus de vingt-cinq kilomètres de son domicile et entraînant une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Dans ce cas, le membre du personnel ne pourra plus revendiquer cet emploi.

§ 3. Pour l'application du présent paragraphe, les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme formant une même commune.

§ 4. Toute personne en disponibilité par défaut d'emploi doit notifier son acceptation ou son refus motivé au pouvoir organisateur et à la Commission de gestion des emplois compétente dans un délai de cinq jours calendrier à dater de la notification de sa réaffectation.

En cas de refus jugé sans motif valable par la Commission, elle sera démise de ses fonctions conformément à l'article 72, § 1<sup>er</sup>, 6° du décret du 1<sup>er</sup> février 1993, après épuisement du recours éventuel prévu au § 2.

La décision de la Commission précitée est notifiée à la personne intéressée.

L'introduction d'un recours est suspensive de l'obligation pour le membre du personnel de prendre ses fonctions. ».

**Art. 74.** L'article 45 du même décret est remplacé comme suit :

« Art. 45. § 1<sup>er</sup>. Les prestations hebdomadaires du puériculteur correspondent à 36 périodes de 50 minutes par semaine soit 1800 minutes en priorité dédiées aux élèves de moins de trois ans et neuf mois ainsi que des élèves à besoins spécifiques dans le cadre de l'enseignement maternel.

Ces périodes comprennent :

1° 1.300 minutes minimum en complémentarité aux membres de l'équipe éducative de l'enseignement maternel durant les 28 périodes de cours ;

2° en dehors des périodes de cours :

a) 60 périodes par an de travail collaboratif, soit l'équivalent en moyenne de 80 minutes par semaine ;

b) 120 minutes maximum d'aide aux repas ;

c) 200 minutes minimum consacrées, de manière équilibrée, au travail en autonomie, à l'accueil, à la concertation avec les parents, à la surveillance et à l'accompagnement de l'élève ;

3° 100 minutes à du soutien en psychomotricité ou, le cas échéant, aux missions visées aux points 1 et 2, c).

§ 2. Les prestations hebdomadaires doivent être au bénéfice des élèves et en concertation avec l'équipe éducative de l'enseignement maternel. ».

**Art. 75.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 51, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 du même décret, les mots « au Président de la Commission zonale de gestion des emplois concernée et, dans le cas visé au § 2, » sont abrogés.

§ 2. A l'article 51, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « la Commission zonale de gestion des emplois ou, le cas échéant, » sont abrogés.

**Art. 76.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 52, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5 du même décret, les mots « de la Commission zonale de gestion des emplois ou le cas échéant, » sont abrogés.

§ 2. A l'article 52, § 3, alinéa 4 du même décret, les mots « au Président de la (des) Commission(s) zonale(s) de gestion des emplois concernée(s) et, dans le cas échéant, » sont abrogés.

§ 3. A l'article 52, § 4, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « la Commission zonale de gestion des emplois ou, le cas échéant, » sont abrogés.

**Art. 77.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 83 du même décret, les mots « ACS, APE ou PTP » sont abrogés.

§ 2. A l'article 83 du même décret, les mots « aux articles 28 à 34 du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II » sont remplacés par les mots « au chapitre 2 du Titre I<sup>er</sup> du décret du XX relatif aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales, abrogeant diverses dispositions en matière d'enseignements fondamental et secondaire et modifiant diverses dispositions relatives aux puériculteurs ».

#### CHAPITRE 3. — *Modification du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

**Art. 78.** A l'article 1.3.1- 1, 32° du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les mots « , les puériculteurs, » sont insérés entre les mots « le personnel directeur et enseignant » et les mots « le personnel paramédical ».

### TITRE III. — *DISPOSITIONS FINALES*

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 79.** L'arrêté du Gouvernement du 14 mars 2008 de la Communauté française fixant la répartition des points de la convention EN n°06464 – A.P.E. Enseignement est abrogé.

**Art. 80.** La section II, sous-section I, chapitre 5 du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux est abrogée.

#### CHAPITRE 2. — *Entrée en vigueur*

**Art. 81.** Le présent décret produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Art. 82.** Les articles 57 et 74 du présent décret entrent en vigueur le 26 août 2024.

**Art. 83.** Par dérogation à l'article 81, les articles 12, 1°, 13, § 1<sup>er</sup>, 2°, 28 à 43, 45 à 46, 52, 56, 62, 75 et 76 du présent décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports  
et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des Chances  
et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
Fr. BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,  
C. DESIR

—  
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 680-1 - Rapport de commission, n° 680-2 – Texte adopté en commission, n° 680-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 680-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 3 avril 2024.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2024/004491]

**4 APRIL 2024. — Decreet inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Het gebruik in dit decreet van mannelijke benamingen voor de verschillende titels en functies is gemeenschachtig om de leesbaarheid van de tekst te waarborgen, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 oktober 2021 betreffende de versterking van de vervrouwelijking van de namen van beroepen, ambten, graden of titels en betreffende niet-discriminerende goede praktijken met betrekking tot het gender in het kader van officiële of formele mededelingen.

**TITEL I. — AANVULLENDE STEUN IN HET ONDERWIJS DAT GEWESTELIJKE SUBSIDIES GENIET**

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing onverminderd de gewestelijke bepalingen tot toekenning van subsidies voor tewerkstellingsmaatregelen.

**HOOFDSTUK 1. — Verdeling van de gewestelijke subsidies**

**Art. 3.** De Franse Gemeenschap ontvangt gewestelijke subsidies voor begunstigde werkgevers in de onderwijssector om bezoldigingen en sociale bijdragen geheel of gedeeltelijk te dekken met betrekking tot de tewerkstelling van personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van de gewestelijke subsidies.

Deze subsidies zijn bedoeld om het beleid van de Franse Gemeenschap in de onderwijssector te ondersteunen door middel van de toekenning van tewerkstellingsmaatregelen.

**Art. 4.** De Regering verdeelt het bedrag van de gewestelijke subsidies over de onderwijssectoren.

**Art. 5.** § 1. Om de twee jaar voert de Regering een begrotingsevaluatie uit om de evolutie in het verschil tussen inkomsten en uitgaven te bepalen.

§ 2. Op basis van de resultaten van de begrotingsevaluatie kan de Regering passende maatregelen nemen om eventuele verschillen te compenseren in het kader van de uitvoering van de huidige regeling.

**Art. 6.** Behalve wanneer de financieringsregeling dit niet toestaat, kent de Regering de gewestelijke subsidies toe aan de begunstigde werkgevers door de weddetoelagen of wedden van de personeelsleden te betalen.

**Art. 7.** De begunstigde werkgevers blijven gebonden aan alle rechten en plichten die op hen rusten als werkgever ten aanzien van hun personeelsleden.

**Art. 8.** Personeelsleden die betrekkingen bekleden die in uitvoering van dit decreet worden gefinancierd, en die meer dan dertig dagen afwezig zijn wegens ziekte, worden vervangen.

**Art. 9.** § 1. De Regering kan vaststellen welk aandeel van de totale kosten van de gesubsidieerde tewerkstelling ten laste van de begunstigde werkgever is.

§ 2. Het toepasselijke percentage en het aantal betrokken betrekkingen worden uiterlijk in het schooljaar voorafgaand aan de toekenningsperiode vastgesteld.

§ 3. Het aandeel mag niet meer bedragen dan 30% van de totale kosten van de tewerkstelling.

§ 4. Het bedrag van het eventuele aandeel wordt jaarlijks in mindering gebracht op het bedrag van de toelage of werkingssubsidie waarop de begunstigde werkgever recht heeft.

**Art. 10.** Met gewestelijke subsidies gefinancierde betrekkingen worden bekleed door personeelsleden die voldoen aan de door de Gewesten gestelde voorwaarden voor de toekenning van gewestelijke subsidies.

**Art. 11.** § 1. De Regering bepaalt het totale aantal betrekkingen dat wordt toegekend aan de begunstigde werkgevers in het basis- en secundair onderwijs, het gewone en gespecialiseerde onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie dat wordt georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De Regering kan het aantal betrekkingen wijzigen in het licht van de resultaten van de in artikel 5 van dit decreet bedoelde begrotingsevaluatie.

§ 2. De minister van Onderwijs verdeelt de betrekkingen die zijn toegekend aan de begunstigde werkgevers van het basis- en secundair onderwijs overeenkomstig titel 1, hoofdstuk 2 van dit decreet.

§ 3. De minister van Onderwijs voor sociale promotie verdeelt de betrekkingen die zijn toegekend aan de begunstigde werkgevers van het onderwijs voor sociale promotie overeenkomstig titel 1, hoofdstuk 3 van dit decreet.

**HOOFDSTUK 2. — Verdeling van de betrekkingen onder de begunstigde werkgevers in het basis- en secundair onderwijs**

**Art. 12.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° commissie:

a) in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs: de interzonale aanstellingscommissie zoals bedoeld in artikel 14ter van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

b) in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs: de centrale commissie voor het beheer van de betrekkingen bedoeld in artikelen 5, 7, 9 en 11 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs;

2° niveau: kleuteronderwijs, basisonderwijs en secundair onderwijs;

3° onderwijstype: gewoon en gespecialiseerd;

4° net: het officiële gesubsidieerde onderwijsnet, het confessionele gesubsidieerde vrije onderwijsnet, het niet-confessionele gesubsidieerde vrije onderwijsnet en het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsnet;

5° zones: de zones gedefinieerd in artikel 1.3.1-1, 63°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

6° restbetrekkingen: de betrekkingen bedoeld in artikel 11, § 2 van dit decreet die niet bij dit decreet of bij de gewestelijke voorschriften zijn toegekend.

#### *Afdeling 1. — Verdeling van de betrekkingen*

**Art. 13.** § 1. Van de betrekkingen bedoeld in artikel 11, § 2 van dit decreet wijst de minister van Onderwijs toe:

1° minimaal 984 betrekkingen voor niet-statutaire kinderverzorgers;

2° tussen 150 en 250 betrekkingen in functies ter ondersteuning van de directie;

3° 13,5 betrekkingen voor het statuut van tewerkstellingsmaatregelen ter versterking van de omkadering van scholen in het Waalse Gewest en gekoppeld aan de specifieke beperkingen voorzien in de wet van 30 juli 1963 betreffende de taalregeling in het onderwijs.

§ 2. Binnen de restbetrekkingen kan de minister het aantal betrekkingen verhogen ten behoeve van de in paragraaf 1, 1° bedoelde betrekkingen, totdat per vestiging ten minste één kinderverzorger is verkregen, tot het gewenste dekkingspercentage in de omkadering van het kleuteronderwijs.

§ 3. Los van de betrekkingen bedoeld in artikel 11, § 2 kan de minister behoudens goedkeuring van de Regering jaarlijks maximaal 50 betrekkingen toekennen voor gevallen van overmacht, uitzonderlijke situaties of situaties die niet door de beschikbare gegevens worden gedekt.

**Art. 14.** De betrekkingen worden verdeeld over:

1° de betrekkingen van kinderverzorger in de zin van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap en het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd;

2° en alle andere betrekkingen binnen het basis- en secundair onderwijs.

**Art. 15.** § 1. De betrekkingen worden per Gewest verdeeld op basis van de schoolpopulatie bij de eerste telling van het schooljaar van toekenning per niveau, onderwijstype, net en zone.

Elk net beschikt over minstens één betrekking.

§ 2. De minister kan het aantal restbetrekkingen verhogen ten gunste van een onderwijsniveau.

§ 3. Op een gemotiveerd voorstel van de federaties van inrichtende machten of van Wallonië-Brussel Onderwijs met betrekking tot het onderwijsaanbod en de specificiteit van hun schoolpopulatie, kan de minister een overgewicht van 300% tot 600% van de schoolpopulatie binnen een net toekennen, ten gunste van een onderwijstype.

#### *Afdeling 2. — Aanvragen en rangschikking*

**Art. 16.** § 1. Om betrekkingen te verkrijgen, dienen de begunstigde werkgevers of hun afgevaardigden een aanvraag in bij de Regeringsdiensten, uiterlijk op 1 april van het schooljaar voorafgaand aan het schooljaar waarvoor de toekenning wordt aangevraagd.

De Regering kan de datum van indiening van aanvragen wijzigen.

§ 2. In het geval van onderwijsinrichtingen betreffen de aanvragen een specifieke vestiging.

In afwijking van het eerste lid kan voor andere betrekkingen dan kinderverzorger uitzonderlijk een aanvraag worden ingediend voor een betrekking voor meerdere vestigingen of meerdere inrichtende machten, volgens de poolingbeginselen. Indien nodig wordt dit verzoek speciaal gemotiveerd met betrekking tot de behoeften van de leerlingen en de inrichting, op grond van de rechten en belangen van het personeelslid.

§ 3. Indien het niet mogelijk is om volgens de criteria in artikel 17 van dit besluit structurele elementen te doen gelden die specifiek verband houden met de vestiging en die de noodzaak van aanvullende steun rechtvaardigen, kunnen deze beschreven worden in een bijlage bij de aanvraag.

§ 4. De minister kan de inhoud van de aanvraag aanvullen.

**Art. 17.** § 1. De aanvragen worden gerangschikt per Gewest op basis van de schoolpopulatie bij de eerste telling van het schooljaar, per niveau en onderwijstype, per net en per zone.

De rangschikking gebeurt door toepassing van de volgende criteria in volgorde van prioriteit:

1° aanwezigheid van maar één klas;

2° hoog ratio van het omkaderingspercentage in het betreffende niveau;

3° de sociaal-economische index;

4° specifieke behoeften van leerlingen;

5° de schoolpopulatie;

6° factoren die verband houden met de omgeving van de leerling.

§ 2. De Regering kan indicatoren vastleggen om aan de vermelde objectieve criteria te voldoen, met een eventuele weging, en zo een samengestelde index bepalen.

**Art. 18.** § 1. Elke commissie bestudeert de rangschikking van de aanvragen.

§ 2. Elke commissie kan afwijken van de rangschikkingen die voortvloeien uit de toepassing van artikel 17, § 1, lid 2 op voorwaarde dat de afwijking slechts gering is of dat de afwijking tussen de samengestelde indexen gering is.

De commissie rechtvaardigt de eventuele beslissing op basis van de elementen van de aanvraagdossiers, d.w.z.:

- de structurele elementen die specifiek verband houden met de vestiging en die de behoefte aan aanvullende steun rechtvaardigen;

- de behoeften van de leerlingen en de inrichting op grond van de rechten en belangen van het personeelslid, wanneer de aanvragen overeenkomstig artikel 16, § 2, tweede lid verband houden met een betrekking waarvoor een aandeel van de begunstigde werkgever vereist is;

- het buitensporige aantal verzoeken van eenzelfde vestiging.

§ 3. De Regering kan het aantal aanvragen beperken dat ter beoordeling aan een bepaalde commissie of aan elke commissie wordt voorgelegd.

§ 4. Als volgens de rangschikking kan worden voldaan aan alle aanvragen van een net binnen een zone, per Gewest, kan de rest van de beschikbare betrekkingen aan een andere zone voor hetzelfde net worden toegekend.

§ 5. Uiterlijk op de laatste schooldag van april van het schooljaar voorafgaand aan het eerste schooljaar waarvoor de aanvraag wordt gedaan, deelt elke commissie een rangschikking mee aan de minister.

### Afdeling 3. — Toekenning

**Art. 19.** § 1. De minister kent de betrekkingen toe voor twee jaar en informeert de begunstigde werkgevers of hun afgevaardigden uiterlijk op de laatste dag van het schooljaar voorafgaand aan het schooljaar waarvoor de aanvraag is ingediend.

§ 2. Wanneer een begunstigde werkgever of desgevallend zijn afgevaardigde afstand doet van de toegekende betrekking of na drie maanden niet tot aanwerving overgaat zonder daar de redenen voor te hebben meegedeeld, wordt de betrekking automatisch toegekend aan de volgende hoogst gerangschikte vestiging tot het einde van de toekenningsperiode.

§ 3. In naar behoren gemotiveerde uitzonderlijke omstandigheden kan de minister een begunstigde werkgever machtigen om het aantal werkuren van het personeelslid dat de toegekende betrekking bekleedt, te verminderen.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid worden de in het eerste lid bedoelde aanvragen uiterlijk op 15 oktober van het lopende schooljaar ingediend of, in geval van laattijdige toekenning of hertoekenning, uiterlijk dertig werkdagen na het besluit tot toekenning van de minister.

### HOOFDSTUK 3. — Verdeling van de betrekkingen onder de begunstigde werkgevers in het onderwijs voor sociale promotie

**Art. 20.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° positieve discriminatie: onderscheid tussen onderwijsinstellingen of -vestigingen voor sociale promotie die worden georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, op basis van sociale, economische, culturele en educatieve criteria teneinde aan een aantal van hen aanvullende middelen toe te kennen ter ondersteuning van de educatieve acties die zij uitvoeren om ervoor te zorgen dat alle leerlingen gelijke kansen hebben op professionele en sociale integratie in overeenstemming met artikel 7, 1°, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° inrichting: inrichting bedoeld in artikel 2 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

3° vestiging:

a) de zetel van de inrichting alsmede de gefuseerde inrichtingen die zich op meer dan 10 kilometer van de zetel van de inrichting bevinden en die op 31 augustus 1986 bestonden;

b) de vestigingen die zijn goedgekeurd door ministerieel bericht vóór 1 juli 1991, op voorwaarde dat deze vestigingen op meer dan 10 kilometer van de zetel van de inrichting liggen en dat er sinds de openingstoestemming elk jaar lessen voor sociale promotie zijn georganiseerd;

c) de zetels en vestigingen van de na 1 september 1997 gefuseerde inrichtingen, op voorwaarde dat in deze inrichtingen of vestigingen sinds de fusie elk jaar lessen voor sociale promotie zijn georganiseerd;

d) de vestigingen die betrokken waren bij een door de Regering goedgekeurde herstructurering krachtens artikel 96ter van het voormelde decreet van 16 april 1991, op voorwaarde dat in deze vestigingen sinds de herstructurering elk jaar lessen voor sociale promotie zijn georganiseerd en enkel voor opleidingen die reeds bestonden vóór de herstructurering of voortvloeien uit de toepassing van artikel 24, § 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

e) de vestigingen die voortvloeien uit de fusie van een inrichting op grond van artikel 101, tweede lid van voormeld decreet van 16 april 1991;

4° lestijden-leerlingen: de lestijden-leerlingen bedoeld in artikel 106 van voornoemd decreet van 16 april 1991;

5° net: het officiële gesubsidieerde onderwijsnet, het confessionele gesubsidieerde vrije onderwijsnet, het niet-confessionele gesubsidieerde vrije onderwijsnet en het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsnet;

6° onderwijseenheid: een onderwijseenheid die bestaat uit een les of reeks lessen die zijn gegroepeerd omdat ze gemeenschappelijke doelstellingen nastreven en een samenhangend pedagogisch geheel van leerresultaten vormen dat kan worden beoordeeld en gevalideerd.

7° Algemene Raad: Algemene Raad voor het Onderwijs voor Sociale Promotie bedoeld in artikel 3, hoofdstuk 1 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 21.** § 1. De Regeringsdiensten delen uiterlijk op 30 maart aan de Algemene Raad voor het Onderwijs voor Sociale Promotie het aantal betrekkingen bedoeld in artikel 11, § 1, van dit decreet mee, de verdeling per net van het aantal lestijden-leerlingen van het voorlaatste jaar van de inrichtingen, de lijst van instellingen die in aanmerking komen voor positieve discriminatie, alsook de lijst van inrichtingen die onderwijseenheden in alfabetisering of Frans als vreemde taal aanbieden.

§ 2. Voor de betrekkingen bedoeld in artikel 11, § 1 van dit decreet stelt de Algemene Raad de verdeling van de betrekkingen per vestiging vast, rekening houdend met:

1° het aantal lestijden-leerlingen van het voorlaatste jaar van elk net;

2° een minimum van vijftien betrekkingen die zijn voorbehouden voor de inrichtingen of vestigingen in het Waals Gewest die in aanmerking komen voor positieve discriminatie zoals bedoeld in hoofdstuk II, artikel 54, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

3° een minimum van tien betrekkingen die zijn voorbehouden voor de inrichtingen of vestigingen die onderwijseenheden in alfabetisering of Frans als vreemde taal aanbieden in het Waals Gewest.

**Art. 22.** Uiterlijk op 30 april van het academiejaar dat voorafgaat aan dat waarvoor de toekenning is aangevraagd, geeft de Algemene Raad de verdeling van de betrekkingen door aan de minister van Onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 23.** De minister kent de betrekkingen jaarlijks toe en informeert de begunstigde werkgevers uiterlijk op de laatste vrijdag van juli voorafgaand aan het academiejaar waarvoor de aanvraag is ingediend.

#### HOOFDSTUK 4. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 24.** Door middel van een overeenkomst tussen de Franse Gemeenschap en de diensten voor schoolinschakeling om af te zien van individuele beslissingen tot toekenning van een directe gewestelijke subsidie voor alle diensten voor schoolinschakeling (services d'accrochage scolaire of SAS) in de zin van artikel 1.3.1-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en de verhoging van de gewestelijke onderwijssubsidies met het bedrag van de directe gewestelijke subsidies waarvan de begunstigten afzien, worden de SAS toegevoegd aan de werkgevers die genieten van de gewestelijke subsidies bedoeld in artikel 3 van dit decreet.

**Art. 25.** Vanaf de eerste dag van het schooljaar 2026-2027 worden de begunstigten van individuele beslissingen genaamd 'overeenkomst - PREMIE' voor de toekenning van subsidies toegevoegd aan de werkgevers die genieten van de gewestelijke subsidies bedoeld in artikel 11, § 2 van dit decreet.

**Art. 26.** Vanaf de eerste dag van het schooljaar 2026-2027 worden de inrichtende machten die genieten van individuele beslissingen in het kader van de APE-projectoproep die in mei 2014 werd gelanceerd ('aides aux directions fondamentales') op basis van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de daaruit voortvloeiende betrekkingen, toegevoegd aan de werkgevers die genieten van de gewestelijke subsidies bedoeld in hoofdstuk 2, titel 1 van dit decreet.

Tot de laatste dag van het schooljaar 2025-2026 kent de Franse Gemeenschap de gewestelijke subsidie in afwijking van artikel 5 van dit decreet toe aan de in lid 1 bedoelde begunstigde werkgevers in de vorm van een driemaandelijks ministeriële subsidie.

**Art. 27.** Tot aan de inwerkingtreding van artikelen 12, 1°, 13, § 1, 2°, 28 tot 43, 45 tot 46, 52, 56, 62, 75 en 76 van dit decreet zijn de zonale commissies bedoeld in artikelen 6 en 10 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en de zonale aanstellingscommissies bedoeld in artikel 14<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, bevoegd voor de toekenning van de betrekkingen overeenkomstig hoofdstuk 2, titel 1, van dit decreet.

#### HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingsbepalingen inzake de commissies en de reductiecoëfficiënt voor anciënniteit*

*Afdeling 1.* — Wijzigingen van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

**Art. 28.** In artikel 5, lid 2, van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs wordt punt 3 vervangen door:

"3. voor de opdrachten bedoeld in titel I, hoofdstuk 2 van het decreet van XX inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers."

Artikel 5, lid 2 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld met een punt 5:

"5. voor de opdrachten bedoeld in het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap".

**Art. 29.** In artikel 6, lid 2, van hetzelfde decreet worden de punten 4, 5 en 7 ingetrokken.

**Art. 30.** Artikel 7, lid 2, punt 2 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld met een punt c):

"c) voor de opdrachten bedoeld in titel I, hoofdstuk 2 van het decreet van XX inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers."

**Art. 31.** In artikel 8, lid 3, punt 2 van hetzelfde decreet wordt punt c) ingetrokken.

**Art. 32.** § 1. In artikel 9, lid 2 van hetzelfde decreet wordt punt 3 als volgt vervangen:

"3. voor de opdrachten bedoeld in titel I, hoofdstuk 2 van het decreet van XX inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers."

§ 2. Artikel 9, lid 2 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld met een punt 5:

"5. voor de opdrachten bedoeld in het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap".

**Art. 33.** In artikel 10, lid 4 van hetzelfde decreet worden de punten 4, 5 en 7 ingetrokken.

**Art. 34.** Artikel 11, lid 2, punt 2 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld met een punt c):

"c) voor de opdrachten bedoeld in titel I, hoofdstuk 2 van het decreet van XX inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers."

**Art. 35.** In artikel 12, lid 4, punt 2 van hetzelfde decreet wordt punt *c*) ingetrokken.

**Art. 36.** In artikel 13 van hetzelfde decreet wordt als volgt een paragraaf 1 bis ingevoegd:

“§ 1 bis. In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 5, lid 2, punten 3, 4 en 5, artikel 7, lid 2, punt 2 *c*), artikel 9, lid 2, punten 3, 4 en 5 en artikel 11, lid 2, punt 2 *c*), bestaan de centrale commissies voor personeelsbeheer uit:

1° een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter die door de Regering worden benoemd uit de ambtenaren van de regeringsdiensten met ten minste rang 10;

2° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de Federaties van inrichtende machten en vertegenwoordigers van de representatieve vakbonden.

Op verzoek, voorafgaand aan de zitting, van de voorzitter van de commissie of van twee derde van de leden van de vertegenwoordigers van de Federaties van inrichtende machten of de vertegenwoordigers van de representatieve vakbonden kan een lid van de regeringsdiensten met pedagogische expertise of kennis van de plaatselijke schoolcontext aanwezig zijn zonder stemrecht, onder voorbehoud van de goedkeuring van de voorzitter.”

**Art. 37.** § 1. In artikel 14, § 1 van hetzelfde decreet wordt tussen lid 1 en 2 als volgt een lid ingevoegd:

“In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 5, lid 2, punten 3, 4 en 5, bestaat de centrale commissie voor personeelsbeheer voor het gewoon en gespecialiseerd officieel gesubsidieerd voorschools en lager onderwijs zoals bedoeld in artikel 5, naast de voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter, uit 8 gewone leden die de Federaties van inrichtende machten vertegenwoordigen en 8 gewone leden die de representatieve vakbonden vertegenwoordigen.”

§ 2. Artikel 14, § 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid:

“In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 7, lid 2, punt 2 *c*) bestaat de centrale commissie voor personeelsbeheer voor het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, kunstsecundair onderwijs en secundair onderwijs voor sociale promotie bedoeld in artikel 7, naast de voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter, uit 10 gewone leden die de Federaties van inrichtende machten vertegenwoordigen en 10 gewone leden die de representatieve vakbonden vertegenwoordigen.”

§ 3. In artikel 14, § 2 van hetzelfde decreet wordt tussen lid 2 en 3 als volgt een lid ingevoegd:

“In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 9, lid 2, punten 3, 4 en 5, bestaat elk van de twee kamers, naast de voorzitter van de centrale commissie en de plaatsvervangend voorzitter, uit 8 gewone leden die de Federaties van inrichtende machten van het onderwijs vertegenwoordigen en 8 gewone leden die de representatieve vakbonden vertegenwoordigen.”

§ 4. Artikel 14, § 2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid:

“In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 11, lid 2, punt 2, *c*), bestaat elk van de twee kamers, naast de voorzitter van de centrale commissie en de plaatsvervangende voorzitter, uit 10 gewone leden die de Federaties van inrichtende machten van het onderwijs vertegenwoordigen en 10 gewone leden die de representatieve vakbonden vertegenwoordigen.”

§ 5. In artikel 14, § 4 van hetzelfde decreet worden de woorden “of plaatselijke deskundigen” ingevoegd tussen de woorden “technici” en “zonder stemrecht”.

**Art. 38.** § 1. In artikel 16, § 1, lid 2 van hetzelfde decreet worden de woorden “of, in voorkomend geval, van de Federaties van de inrichtende machten” ingevoegd tussen de woorden “van de inrichtende machten” en “die in de commissie vertegenwoordigd zijn”.

§ 2. In artikel 16, § 4, *a*) van hetzelfde decreet worden de woorden “, *a*) en *b*)” ingevoegd tussen de woorden “Artikel 7, alinea 2, punt 2” en “bedoelde opdrachten”.

§ 3. In artikel 16, § 4, *b*) van hetzelfde decreet worden de woorden “, *a*) en *b*)” ingevoegd tussen de woorden “Artikel 11, alinea 2, punt 2” en “bedoelde opdrachten”.

**Art. 39.** In artikel 17 van hetzelfde decreet wordt lid 1 aangevuld met de woorden “of, in voorkomend geval, van de Federaties van de inrichtende machten”.

**Art. 40.** In artikel 18, § 1, lid 2 van hetzelfde decreet worden de woorden “in voorkomend geval Federaties van de inrichtende machten,” ingevoegd tussen de woorden “– inrichtende machten,” en “vakbonden –”.

**Art. 41.** Artikel 19 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt als volgt aangevuld met een § 2:

“§ 2. In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 5, lid 2, punten 3, 4 en 5, artikel 7, lid 2, punt 2 *c*), artikel 9, lid 2, punten 3, 4 en 5 en artikel 11, lid 2, punt 2 *c*), ontvangen de leden van elke commissie de documenten die ze voor hun beslissing nodig hebben 8 werkdagen voor de vergadering.”

**Art. 42.** § 1. In artikel 21, lid 1 van hetzelfde decreet worden de woorden “, *a*) en *b*)” ingevoegd tussen de woorden “7, alinea 2, punt 2” en “8, alinea 3, punt 2”.

§ 2. In artikel 21, lid 1 van hetzelfde decreet worden de woorden “, *a*) en *b*)” ingevoegd tussen de woorden “11, alinea 2, punt 2,” en “en 12, alinea 3, punt 2”.

**Art. 43.** § 1. In artikel 26, § 2 van hetzelfde decreet worden de woorden “, *a*) en *b*)” ingevoegd tussen de woorden “7, alinea 2, punt 2,” en “9, alinea 2, punt 2,”.

§ 2. In artikel 26, § 2 van hetzelfde decreet worden de woorden “, *a*) en *b*)” ingevoegd tussen de woorden “11, alinea 2, punt 2,” en “voltooid zijn”.

*Afdeling 2.* — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

**Art. 44.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden “van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van

25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector” vervangen door de woorden “van artikelen 16 tot 20 van het decreet van het Waalse Gewest van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften”.

**Art. 45.** § 1. In artikel 14ter, § 1, lid 2 van hetzelfde koninklijk besluit wordt punt 7° vervangen door:

“7° voor de opdrachten bedoeld in titel I, hoofdstuk 2 van het decreet van XX inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers.”

§ 2. Artikel 14ter, § 1, lid 2 van hetzelfde koninklijk besluit wordt als volgt aangevuld met een punt 10°:

“10° voor de opdrachten bedoeld in het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap”.

§ 3. In artikel 14ter van hetzelfde koninklijk besluit wordt § 2 als volgt vervangen:

“§ 2. De interzonale commissie bestaat uit:

1° een voorzitter;

2° vier leden die de inrichtende macht vertegenwoordigen;

3° vier leden benoemd door de vakbonden die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij vakbonden die zitting hebben in de Nationale Arbeidsraad, waarbij elk van de organisaties ten minste één vertegenwoordiger heeft.

Op verzoek, voorafgaand aan de zitting, van de voorzitter van de commissie of van twee derde van de leden bedoeld in 2° of twee derde van de leden bedoeld in 3°, onder voorbehoud van de goedkeuring van de voorzitter, een lid van de regeringsdiensten met pedagogische expertise of kennis van de plaatselijke schoolcontext, zonder stemrecht, voor de opdrachten bedoeld in § 1, 7°, 8° en 10° van dit artikel.

Naast de vier gewone leden bedoeld in het eerste lid, 2° stelt de inrichtende macht vier plaatsvervangende leden aan.

Naast de vier gewone leden bedoeld in het eerste lid, 3° stellen de in het onderhandelingscomité – sector IX vertegenwoordigde vakbonden vier plaatsvervangende leden aan.

De inrichtende macht benoemt de leden van de interzonale commissie voor een periode van 4 jaar. In geval van overlijden of ontslag tijdens de ambtstermijn stelt de inrichtende macht een nieuw lid aan, dat de lopende ambtstermijn voltooit.

De Commissie wordt bijgestaan door een door de inrichtende macht aangestelde secretaris.”

**Art. 46.** § 1. In artikel 14quater, § 1quater van hetzelfde Koninklijk Besluit, worden de woorden “, alsook voor de opdrachten bedoeld in het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - Afdeling II” ingetrokken.

§ 2. In artikel 14quater van hetzelfde besluit wordt § 2 als volgt vervangen:

“§ 2. De zonale commissie bestaat uit:

1° een voorzitter;

2° vier leden van het onderwijzend personeel van de Franse Gemeenschap die permanent zijn aangesteld voor voltijds onderwijs binnen de zone en zijn benoemd door de inrichtende macht;

3° vier leden benoemd door de vakbonden die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij vakbonden die zitting hebben in de Nationale Arbeidsraad, waarbij elk van de organisaties ten minste één vertegenwoordiger heeft.

Op verzoek, voorafgaand aan de zitting, van de voorzitter van de commissie of van twee derde van de leden bedoeld in 2° of twee derde van de leden bedoeld in 3°, onder voorbehoud van de goedkeuring van de voorzitter, een lid van de regeringsdiensten met pedagogische expertise of kennis van de plaatselijke schoolcontext, zonder stemrecht, voor de opdrachten bedoeld in § 1, 7°, 8° en 10° van dit artikel.

Naast de vier gewone leden bedoeld in het eerste lid, 2° stelt de inrichtende macht vier plaatsvervangende leden aan.

Naast de vier gewone leden bedoeld in het eerste lid, 3° stellen de voormelde vakbonden vier plaatsvervangende leden aan.

Met een tweederdemeerderheid kan de Commissie plaatsvervangende leden machtigen om de vergaderingen met raadgevende stem bij te wonen.

De inrichtende macht benoemt de leden van elke zonale commissie voor een periode van 4 jaar. In geval van overlijden of ontslag tijdens de ambtstermijn stelt de inrichtende macht een nieuw lid aan, dat de lopende ambtstermijn voltooit.

Wat betreft de personeelsleden bedoeld in lid 1, 2°, waarborgt de samenstelling van de zonale commissie de vertegenwoordiging van de verschillende betrokken onderwijsniveaus.

De Commissie wordt bijgestaan door een personeelslid van de diensten van de inrichtende macht dat belast is met de aanwijzingen binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen.”

**Art. 47.** In artikel 39, f) van hetzelfde koninklijk besluit wordt het lid als volgt aangevuld: “Deze reductiecoëfficiënt van 0,3 wordt enkel toegepast voor prestaties voorafgaand aan het school- of academiejaar 2024-2025.”

*Afdeling 3.* — Wijzigingen van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs

**Art. 48.** In artikel 4, lid 1, 6° van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs worden de woorden “van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de



indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector" vervangen door de woorden "van artikelen 16 tot 20 van het decreet van het Waalse Gewest van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften".

**Art. 49.** Artikel 34, § 2, lid 2 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld: "Vanaf het school- of academiejaar 2024-2025 wordt deze reductiecoëfficiënt van 0,3 enkel toegepast op prestaties die worden verricht door personeelsleden die een betrekking bekleden ten laste van de inrichtende macht."

*Afdeling 4. — Wijzigingen van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

**Art. 50.** In artikel 3, § 19 van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden de woorden "van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector" vervangen door de woorden "van artikelen 16 tot 20 van het decreet van het Waalse Gewest van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften".

**Art. 51.** In artikel 29bis, § 4 van hetzelfde decreet wordt lid 2 als volgt aangevuld: "Vanaf het school- of academiejaar 2024-2025 wordt deze reductiecoëfficiënt van 0,3 enkel toegepast op prestaties die worden verricht door personeelsleden die een betrekking bekleden ten laste van de inrichtende macht."

## TITEL II. — DIVERSE WIJZIGINGEN VAN BEPALINGEN MET BETREKKING TOT KINDERVERZORGERS

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap*

**Art. 52.** § 1. In artikel 1, 2°, eerste streepje van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "de zonale commissie voor het beheer van de betrekkingen opgericht door artikels 6 en 10 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de bepaling van het tekort en sommige Commissies in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap" ingetrokken.

§ 2. In artikel 1, lid 1, 2°, eerste streepje van hetzelfde decreet worden de woorden "7, 9 en 11" ingevoegd tussen de woorden "door artikels 5," en "van het decreet van 12 mei 2004".

**Art. 53.** Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"Art. 3. Dit decreet is van toepassing op de kinderverzorgers bedoeld door de overeenkomsten in toepassing van artikelen 16 tot 20 van het decreet van het Waalse Gewest van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen bij bepaalde overheidsinstanties voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het ministerieel besluit van 23 september 2020 tot uitvoering van het besluit van 29 januari 1998 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie van 27 november 1997 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de doorstromingsprogramma's met uitzondering van de kinderverzorgers in het gespecialiseerd onderwijs."

**Art. 54.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 3bis ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. 3bis. De basistaken van de kinderverzorgers worden vastgesteld door de Regering."

**Art. 55.** Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"Art. 4. Het minimumaantal organische arbeidsplaatsen voor kinderverzorgers bedraagt 610, overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 2 juni 2006.

Het minimumaantal arbeidsplaatsen voor niet-statutaire kinderverzorgers waarop dit decreet van toepassing is, is 984."

**Art. 56.** In artikel 7 van hetzelfde decreet wordt § 1 als volgt vervangen:

"§ 1. De interzonale aanstellingscommissie, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en de centrale commissies voor het beheer van de betrekkingen, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, hebben de opdracht om aan de Regering een verdeling voor te stellen van de arbeidsplaatsen voor kinderverzorgers in overeenstemming met titel I, hoofdstuk 2 van het decreet van XX inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers."

**Art. 57.** Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"Art. 20. § 1 De weekprestaties van de kinderverzorgers komen overeen met 32/36ste van een voltijdse betrekking van 36 perioden van 50 minuten (1.600 minuten) en zijn voornamelijk bestemd voor leerlingen jonger dan drie jaar en negen maanden en leerlingen met bijzondere behoeften in het kader van het kleuteronderwijs.

Deze perioden omvatten:

1° minimaal 1.300 minuten als aanvulling op de leden van het team van kleuteronderwijzers gedurende de 28 lesperiodes;

2° buiten de lesperiodes:

a) 50 perioden per jaar voor gezamenlijk werk, wat overeenkomt met een gemiddelde van 70 minuten per week;

b) maximaal 120 minuten voor ondersteuning bij de maaltijden;

c) minimaal 110 minuten, evenwichtig verdeeld, voor zelfstandig werk, opvang, overleg met de ouders, toezicht en begeleiding van de leerlingen.

§ 2. De weekprestaties moeten ten goede komen aan de leerlingen, in overleg met het team van kleuteronderwijzers.”

**Art. 58.** In hetzelfde decreet wordt titel I, hoofdstuk III bestaande uit artikels 22 tot en met 27, ingetrokken.

**Art. 59.** § 1. In artikel 28, § 3, b) van hetzelfde decreet worden de woorden “op 30 juni van het schooljaar” vervangen door de woorden “op de laatste dag van het schooljaar”.

§ 2. In artikel 28, § 7, lid 2 van hetzelfde decreet worden de woorden “van artikel 27 van dit decreet en/of enige andere ACS-, APE- of PTP-arbeidsplaats verkregen in het kader van de procedure bedoeld in artikels 28 tot en met 34 van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - Afdeling II” vervangen door de woorden “van titel I, hoofdstuk 2 van het decreet van XX inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers.”

**Art. 60.** In artikel 29, § 1 van hetzelfde decreet worden de woorden “van de bepalingen van hoofdstuk III” vervangen door de woorden “van titel I, hoofdstuk 2 van het decreet van XX inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers.”

**HOOFDSTUK 2.** — *Wijzigingen van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd*

**Art. 61.** In het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd worden alle woorden “kinderverzorger Geco/APE” vervangen door de woorden “niet-statutaire kinderverzorger”.

**Art. 62.** § 1. In artikel 1, lid 1, vierde streepje van hetzelfde decreet wordt het tweede streepje, dat als volgt luidt: “In het gesubsidieerd onderwijs: de zonale commissie voor personeelsbeheer opgericht bij de artikelen 6 en 10 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde onderwijs”, ingetrokken.

§ 2. In artikel 1, lid 1, achtste streepje van hetzelfde besluit worden de woorden “of van de betrokken zonale commissie voor personeelsbeheer” ingetrokken.

**Art. 63.** Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt ingetrokken.

**Art. 64.** Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

“Art. 5. Het minimumaantal posten voor statutaire kinderverzorgers waarop dit decreet van toepassing is, bedraagt 610.”

**Art. 65.** Artikel 5/1 van hetzelfde decreet wordt ingetrokken.

**Art. 66.** Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

“Art. 7. “De posten voorzien in hoofdstuk I van deze titel worden toegekend overeenkomstig titel I, hoofdstuk 2 van het decreet van XX inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers.”

**Art. 67.** Artikel 9 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt als volgt aangevuld met een § 2:

“§ 2. De basistaken van de kinderverzorgers worden vastgesteld door de Regering.”

**Art. 68.** Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

“Art. 32. Nadat de posten overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 7 toegekend zijn, en, wanneer de schoolinrichting waarbij de kinderverzorger in vast verband benoemd is, geen post meer verkrijgt, stelt de inrichtende macht de kinderverzorger in vast of voorlopig verband met de minste anciënniteit van de personeelsleden die dezelfde ambt vervullen, ter beschikking bij alle inrichtingen die de inrichtende macht organiseert op het grondgebied van dezelfde gemeente.

Voor de toepassing van het eerste lid is de ambtsanciënniteit bepalend in alle gevallen waarin de dienstanciënniteit dezelfde is.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit van verschillende personeelsleden, wordt het jongste personeelslid ter beschikking gesteld.

Wanneer meerdere personeelsleden in de ambt van kinderverzorger ter beschikking gesteld zijn, moet de inrichtende macht het personeelslid met de meeste dienstanciënniteit reffecteren en bij gelijke dienstanciënniteit dat met de meeste ambtsanciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit wordt voorrang gegeven aan het oudste personeelslid.

Die reffectatie heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van het schooljaar waarin de toekenning van de posten bedoeld in artikel 7 van toepassing wordt.”

**Art. 69.** § 1. Artikel 33, § 2, lid 3, eerste streepje van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

“- andersluidende aanvraag die in onderling overleg wordt ingediend, met goedkeuring van de centrale commissie voor personeelsbeheer;”

§ 2. Artikel 33, § 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid:

“Aanvragen tot niet-verlenging die worden ingediend ter voorafgaande instemming van de centrale commissie voor personeelsbeheer van de betrekkingen, moeten elk jaar, op straffe van niet-ontvankelijkheid, uiterlijk op 31 mei bij haar worden ingediend.”

**Art. 70.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *33bis* ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. *33bis*. § 1. Kinderverzorgers die ter beschikking worden gesteld in de zin van artikel 32, moeten een reffectatie accepteren als de betrekking wordt aangeboden:

1° door de inrichtende macht die het personeelslid ter beschikking heeft gesteld;

2° door de bevoegde centrale commissie voor personeelsbeheer".

§ 2. In afwijking van § 1 kan een personeelslid een werkaanbieding in een andere gemeente op meer dan vijftientig kilometer van zijn of haar woning afwijzen, als de verplaatsing met het openbaar vervoer in totaal meer dan vier uur per dag in beslag zou nemen.

In dat geval kan het personeelslid deze betrekking niet meer opeisen.

§ 3. Voor de toepassing van deze paragraaf worden de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geacht dezelfde gemeente te vormen.

§ 4. Personen die ter beschikking zijn gesteld wegens gebrek aan betrekking, moeten hun aanvaarding of met redenen omklede weigering binnen vijf kalenderdagen na de datum van kennisgeving van hun reffectatie meedelen aan de inrichtende macht en de bevoegde commissie voor personeelsbeheer.

Als de weigering volgens de commissie geen geldige reden heeft, wordt de betreffende persoon uit zijn of haar ambt ontzet overeenkomstig artikel 58, 7° van het voormelde decreet van 6 juni 1994, na uitputting van elk beroep voorzien in § 2.

Bovengenoemde beslissing van de commissie wordt ter kennis van de belanghebbende gebracht.

Het instellen van een beroep schort de verplichting van het personeelslid om zijn ambt te aanvaarden op."

**Art. 71.** Artikel 42 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"Art. 42. Nadat de posten overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 7 toegekend zijn, en, wanneer de schoolinrichting waarbij de kinderverzorger in vast verband benoemd is, geen post meer verkrijgt, stelt de inrichtende macht de kinderverzorger in vast of voorlopig verband met de minste anciënniteit van de personeelsleden die dezelfde ambt vervullen, ter beschikking bij alle inrichtingen die de inrichtende macht organiseert op het grondgebied van dezelfde gemeente.

Voor de toepassing van het eerste lid is de ambtsanciënniteit bepalend in alle gevallen waarin de dienstanciënniteit dezelfde is.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit van verschillende personeelsleden, wordt het jongste personeelslid ter beschikking gesteld.

Wanneer meerdere personeelsleden in de ambt van kinderverzorger ter beschikking gesteld zijn, moet de inrichtende macht het personeelslid met de meeste dienstanciënniteit reffecteren en bij gelijke dienstanciënniteit dat met de meeste ambtsanciënniteit. Bij gelijke dienstanciënniteit wordt voorrang gegeven aan het oudste personeelslid.

Die reffectatie heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van het schooljaar waarin de toekenning van de posten bedoeld in artikel 7 van toepassing wordt."

**Art. 72.** § 1. Artikel 43, § 2, lid 3, eerste streepje van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"- andersluidende aanvraag die in onderling overleg wordt ingediend, met goedkeuring van de centrale commissie voor personeelsbeheer;"

§ 2. Artikel 43, § 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid:

"Aanvragen tot niet-verlenging die worden ingediend ter voorafgaande instemming van de centrale commissie voor personeelsbeheer, moeten elk jaar, op straffe van niet-ontvankelijkheid, uiterlijk op 31 mei bij haar worden ingediend."

**Art. 73.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *43bis* ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. *43bis*. § 1. Kinderverzorgers die ter beschikking worden gesteld in de zin van artikel 42, moeten een reffectatie accepteren als de betrekking wordt aangeboden:

1° door de inrichtende macht die het personeelslid ter beschikking heeft gesteld;

2° door de bevoegde centrale commissie voor personeelsbeheer.

§ 2. In afwijking van § 1 kan een personeelslid een werkaanbieding in een andere gemeente op meer dan vijftientig kilometer van zijn of haar woning afwijzen, als de verplaatsing met het openbaar vervoer in totaal meer dan vier uur per dag in beslag zou nemen.

In dat geval kan het personeelslid deze betrekking niet meer opeisen.

§ 3. Voor de toepassing van deze paragraaf worden de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geacht dezelfde gemeente te vormen.

§ 4. Personen die ter beschikking zijn gesteld wegens gebrek aan betrekking, moeten hun aanvaarding of met redenen omklede weigering binnen vijf kalenderdagen na de datum van kennisgeving van hun reffectatie meedelen aan de inrichtende macht en de bevoegde commissie voor personeelsbeheer.

Als de weigering volgens de commissie geen geldige reden heeft, wordt de betreffende persoon uit zijn of haar ambt ontzet overeenkomstig artikel 72, § 1, 6° van het decreet van 1 februari 1993, na uitputting van elk beroep voorzien in § 2.

Bovengenoemde beslissing van de commissie wordt ter kennis van de belanghebbende gebracht.

Het instellen van een beroep schort de verplichting van het personeelslid om zijn ambt te aanvaarden op."

**Art. 74.** Artikel 45 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

"Art. 45. § 1. De weekprestaties van de kinderverzorgers komen overeen met 36 perioden van 50 minuten per week (1800 minuten) en zijn voornamelijk bestemd voor leerlingen jonger dan drie jaar en negen maanden en leerlingen met bijzondere behoeften in het kader van het kleuteronderwijs.

Deze perioden omvatten:

1° minimaal 1.300 minuten als aanvulling op de leden van het team van kleuteronderwijzers gedurende de 28 lesperiodes;

2° buiten de lesperiodes:

- a) 60 perioden per jaar voor gezamenlijk werk, wat overeenkomt met een gemiddelde van 80 minuten per week;
  - b) maximaal 120 minuten voor ondersteuning bij de maaltijden;
  - c) minimaal 200 minuten, evenwichtig verdeeld, voor zelfstandig werk, opvang, overleg met de ouders, toezicht en begeleiding van de leerlingen;
- 3° 100 minuten voor psychomotorische ondersteuning of, indien van toepassing, voor de in punten 1 en 2, c) bedoelde opdrachten.

§ 2. De weekprestaties moeten ten goede komen aan de leerlingen, in overleg met het team van kleuteronderwijzers."

**Art. 75.** § 1. In artikel 51, § 1, lid 4 van hetzelfde decreet worden de woorden "aan de voorzitter van de betrokken zonale commissie voor personeelsbeheer, en, in voorkomend geval" ingetrokken.

§ 2. In artikel 51, § 2, lid 1 van hetzelfde decreet worden de woorden "de zonale commissie voor personeelsbeheer of, in voorkomend geval" ingetrokken.

**Art. 76.** § 1. In artikel 52, § 1, lid 5 van hetzelfde decreet, worden de woorden "van de zonale commissie voor personeelsbeheer, of, in voorkomend geval," ingetrokken.

§ 2. In artikel 52, § 3, lid 4 van hetzelfde decreet worden de woorden "aan de voorzitter van de betrokken zonale commissie(s) voor personeelsbeheer, en, in voorkomend geval," ingetrokken.

§ 3. In artikel 52, § 4, lid 1 van hetzelfde decreet worden de woorden "zonale commissie voor personeelsbeheer of, in voorkomend geval," ingetrokken.

**Art. 77.** § 1. In artikel 83 van hetzelfde decreet worden de woorden "Geco/APE" ingetrokken.

§ 2. In artikel 83 van hetzelfde decreet worden de woorden "in de artikelen 28 tot 34 van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II" vervangen door de woorden "van titel I, hoofdstuk 2 van het decreet van XX inzake aanvullende steun in het onderwijs dat gewestelijke subsidies geniet, tot intrekking van verschillende bepalingen inzake basis- en secundair onderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot kinderverzorgers."

#### HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

**Art. 78.** In artikel 1.3.1- 1, 32° van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de woorden ", de kinderverzorgers," ingevoegd tussen de woorden "het bestuurs- en onderwijzend personeel" en de woorden "het paramedisch personeel".

### TITEL III. — *SLOTBEPALINGEN*

#### HOOFDSTUK 1. — *Intrekkingsbepalingen*

**Art. 79.** Het besluit van 14 maart 2008 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de punten van de overeenkomst 'Onderwijs nr. 06464' wordt ingetrokken.

**Art. 80.** Afdeling II, onderafdeling I, hoofdstuk 5 van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten wordt ingetrokken.

#### HOOFDSTUK 2. — *Inwerkingtreding*

**Art. 81.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

**Art. 82.** Artikelen 57 en 74 van dit decreet treden in werking op 26 augustus 2024.

**Art. 83.** In afwijking van artikel 81 treden de artikelen 12, 1°, 13, § 1, 2°, 28 tot 43, 45 tot 46, 52, 56, 62, 75 en 76 van dit decreet in werking op 1 januari 2026.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,  
Fr. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 680-1 – Verslag van de commissie, nr. 680-2 - Tekst aangenomen binnen de commissie, nr. 680-3 - Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 680-4

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming - Zitting van 3 april 2024.